

PROVINCE DE
HAINAUT

Arrondissement de
Charleroi

VILLE DE
FLEURUS



Service Urbanisme/Environnement
Rue de Wanfercée-Baulet, 2
6224 WANFERCEE-BAULET

Nos Réfs : FL/FV/OP/2018/003
Votre correspondante :
Ophélie PIETTE
☎ : 071/820.384
FAX : 071/820.377

Messieurs,

OBJET : Demande de permis d'environnement de la SA Kuwait Petroleum pour la régularisation d'une prise d'eau souterraine destinée à alimenter un car-wash et la modification des conditions particulières d'exploiter sur le rejet des eaux usées industrielles en terme de débit à la rue de Ransart 999 à Heppignies.

Conformément aux dispositions prescrites à l'article D.29-10 du livre 1^{er} du Code de l'Environnement relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, nous avons l'honneur de vous transmettre copie de l'avis annonçant l'ouverture de l'enquête publique visée sous objet.

Nous vous souhaitons bonne réception de ce document et vous prions de croire, Messieurs, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Par délégation,
La Responsable du Service
Urbanisme/Environnement

P.O.

Ing, Fabienne VALMORBIDA



Par délégation,
L'Echevin de l'Urbanisme
et de l'Environnement,

Francis LORAND

Fleurus, le

19 OCT. 2018

A classer
permis p8

REÇU LE

27-10-2018
40304/13/JSA

Société Wallonne des Aéroports
Avenue des Dessus de Lives, 8
5101 NAMUR

VILLE DE FLEURUS

AVIS

ETABLISSEMENTS CONTENANT DES INSTALLATIONS OU ACTIVITES CLASSEES EN VERTU DU DECRET DU 11 MARS 1999 RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Concerne la demande de la SA Kuwait Petroleum sise à la Brusselstraat, 59/1 à 2018 Anvers 1.

En vue d'obtenir le permis d'environnement pour : **Exploiter à titre définitif une prise d'eau souterraine d'un débit annuel de 4000m³ (5m³/h – 10m³/j) destinée à alimenter un car-wash et de modifier les conditions particulières d'exploiter en ce qui concerne le rejet des eaux usées industrielles (de 1m³/j à 10m³/j).**
à la rue de Ransart, 999 6220 Heppignies

Date d'affichage de la demande	Date d'ouverture de l'enquête	Lieu, date et heure de la clôture de l'enquête	Les observations écrites peuvent être adressées à :
Le 16/10/2018	Le 23/10/2018	Administration communale Service Urbanisme rue de Wanfercée-Baulet, 2 à WANFERCEE-BAULET. Le 06/11/2018 à 11 heures	Collège communal Chemin de Mons, 61 6220 Fleurus

Le Collège communal,

porte à la connaissance de la population qu'une enquête publique est ouverte relative à la demande susmentionnée.

Le dossier complet peut être consulté à partir de la date d'ouverture jusqu'à la date de clôture de l'enquête, les lundis et jeudis de 8 h 30 à 12 h, les mardis et mercredis de 13 h 30 à 16 h, le vendredi sur rendez-vous au service Urbanisme et le mardi 30 octobre 2018 jusque 20 heures.

Lorsque la consultation a lieu un jour ouvrable après 16h00, la personne souhaitant consulter le dossier doit prendre rendez-vous au plus tard vingt-quatre heures à l'avance auprès de Mme Ophélie PIETTE au 071/820.384.

Tout intéressé peut formuler ses observations écrites ou orales, auprès du Service Urbanisme, dans le délai mentionné ci-dessus, jusqu'à la clôture de l'enquête.

Les réclamations et observations verbales sont recueillies sur rendez-vous par Monsieur Christophe DAUGINET, Agent Technique en Chef du Service Urbanisme et Environnement.

Les réclamations et observations verbales sont recueillies sur rendez-vous par Madame Fabienne VALMORBIDA, Responsable du Service Urbanisme et Environnement et Conseillère en Environnement de la Ville.

Les réclamations écrites sont à adresser au Collège communal - Chemin de Mons, 61 à 6220 FLEURUS,

Tout intéressé peut obtenir des explications techniques sur le projet auprès du demandeur et du Fonctionnaire technique : Service Public de Wallonie, Département des Permis et Autorisations – Direction de Charleroi – 6000 Charleroi, rue de l'Écluse, 22 - Tél. : 071/65.47.60.

L'autorité compétente pour prendre la décision sur la demande faisant l'objet de la présente enquête publique est le Collège communal de la Ville de Fleurus.

A Fleurus, le 15/10/2018

Par délégation
La responsable du Service
Urbanisme/Environnement,

Ing. Fabienne VALMORBIDA





Service public de Wallonie

DÉPARTEMENT DES PERMIS
ET AUTORISATIONS

Direction de Charleroi

**BRUSSELS SOUTH CHARLEROI
AIRPORT S.A.**

**AEROPORT DE CHARLEROI - RUE DES
FRERES WRIGHT 8
6041 GOSSELIES/CHARLEROI**

CHARLEROI, le

11 DEC. 2008

Références DPA : D3400/52021/RGPED/2008/11/DV - PU
Références DGATLP : F0412/52021/PU3/2008.7/127
Références commune de dépôt : 2008/008
Annexe : Décision des fonctionnaires technique et délégué

RECOMMANDÉ AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Décision du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué : article 81, § 2, alinéa 2
- Commune de dépôt de la demande : FLEURUS -
- Secteur :
- Objet de la demande : Construire dans la zone d'accès à l'aéroport de CHARLEROI, une station-service comprenant un dépôt de 100.000 litres de carburants en deux réservoirs enfouis, un car-wash tunnel, deux aspirateurs, un compresseur d'air, un shop avec croissanterie et des locaux techniques annexes
- Situation : le long de la rue de Ransart à 6220 FLEURUS
- Exploitant : BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT S.A., AEROPORT DE CHARLEROI - RUE DES FRERES WRIGHT 8 à 6041 GOSSELIES/CHARLEROI

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe l'arrêté relatif à votre demande de permis unique dont références et objet susmentionnés.

Le permis unique sollicité est **octroyé**.





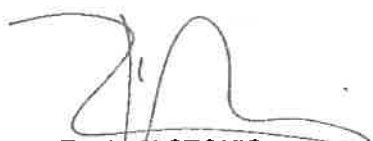
Conformément aux modalités définies à l'article 95 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il vous est loisible d'introduire un recours auprès du Gouvernement wallon. L'adresse à laquelle le recours doit être introduit est la suivante :

Monsieur le Directeur général
Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement
avenue Prince de Liège 15
5100 NAMUR (Jambes).

Le recours doit être introduit à l'aide du formulaire prévu à l'annexe XI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, formulaire disponible auprès de l'administration communale et sur le site <http://formulaires.wallonie.be/> du Ministère de la Région wallonne. Il doit être accompagné de la preuve du paiement de 25,00 € sur le compte 091-2150215-45 du Département des Permis et des Autorisations.


Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,



Raphaël STOKIS

Le Fonctionnaire technique,



Ir. Elio CALÒ

Pour la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement

Agent administratif : Martine DUBLOUX, Assistant principal, ☎ : 071/654.775

Agent traitant : Daniel VANDERWEGEN, Premier attaché

Pour la Direction générale Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie

Agent traitant : Jean-Pierre LOMME, Premier assistant

Agent administratif : Carine HANCQ, Graduada principale, ☎ : 071 65 49 48



Service public de Wallonie

Permis unique

Réf. DGARNE : D3400/52021/RGPED/2008/11/DV - PU

Réf. DGATLPE : F0412/52021/PU3/2008.7/127

Le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire délégué,

Vu la demande introduite en date du **10 juillet 2008** par laquelle la S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT (BSCA) - AÉROPORT DE CHARLEROI - RUE DES FRÈRES WRIGHT n° 8 à 6041 GOSSELIES/CHARLEROI -, ci-après dénommée le demandeur sollicite un permis unique pour construire dans la zone d'accès à l'aéroport de CHARLEROI, une station-service comprenant un dépôt de 100.000 litres de carburants en deux réservoirs enfouis, un car-wash tunnel, deux aspirateurs, un compresseur d'air, un shop avec croissanterie et des locaux techniques annexes dans un établissement situé entre les rues des Sablières et d'Heppignies – de Ransart s/n à 6220 FLEURUS, sur les parcelles cadastrées ou l'ayant été FLEURUS, 6^{ème} DIV, section B, 62^{A partie}, 66^{H partie} et CHARLEROI, 24^{ème} DIV, section A, 61^{B partie} ;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE



DIRECTION GÉNÉRALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

<http://environnement.wallonie.be> • N° Vert : 0800 11 901 (Informations générales)



Vu l'arrêté royal du 03 août 1976, modifié par l'arrêté royal du 02 juillet 1985, portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 1996 portant modification du Règlement général pour la protection du travail, en ce qui concerne les dépôts de liquides inflammables, visant à limiter les émissions de composés organiques volatils lors du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 1997 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables, visant à autoriser le contrôle d'étanchéité par ultrasons ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 modifiant le titre III du règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-service ;

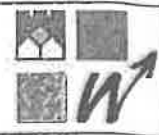
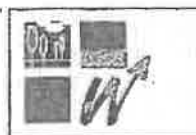
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne l'implantation et l'exploitation des stations-service ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;



Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 17 mars 2005 relatif au Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique (*Moniteur belge* du 28 septembre 2007).

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu la demande d'avis **en date du 17 juillet 2008** à la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement –DÉPARTEMENT DE LA NATURE ET DES FORÊTS - DIRECTION DE MONS, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ; demande restée sans réponse à la date du présent arrêté, avis réputé favorable ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **15 septembre 2008 au 29 septembre 2008** sur le territoire de la ville de CHARLEROI, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du **15 septembre 2008 au 30 septembre 2008** sur le territoire de la ville de FLEURUS, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale ;

Vu l'avis favorable émis par le Collège communal de la ville de FLEURUS en date du **08 octobre 2008**, rédigé comme suit :

« Vu la demande introduite par la s.a. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT (représentée par M. CLOQUET) sise rue des Frère Wright 8 à 6041 GOSSELIES pour la construction d'une station-service y compris un shop et un carwash ainsi que l'aménagement des abords à la rue de Ransart et à la rue de la Sablière à 6220 HEPPIGNIES;

Attendu que celle-ci a été déclarée complète et recevable par la Région Wallonne en date du 03/09/2008 et reçue à la Ville de FLEURUS, en date du 04/09/2008;

Attendu que cette voirie est gérée par l'Etat;

Attendu que selon le plan de secteur de Charleroi, approuvé par Arrêté Royal du 10.09.1979, le bien se situe en zone d'aménagement différé à caractère industriel;

Attendu que le bien se situe dans un zoning industriel dit " Aéroport " ;

Attendu que l'avis du Service Incendie a été sollicité en date du 09/09/2008;

Attendu qu'à ce jour nous ne sommes pas en possession de cet avis ;

Attendu qu'une enquête publique a eu lieu du 15/09/2008 au 30/09/2008 ;

Considérant qu'à la clôture de l'enquête nous n'avons reçu aucune réclamation;

Considérant qu'il a été satisfait à toutes les conditions imposées;

Au vu de ce qui précède ;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'émettre un avis favorable/~~défavorable~~ sur la demande de permis unique sollicitée par s.a. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT représentée par M. CLOQUET) sise rue des Frère Wright 8 à 6041 GOSELIES pour la construction d'une station-service y compris un shop et un carwash ainsi que l'aménagement des abords à la rue de Ransart et à la rue de la Sablière à 6220 HEPPIGNIES, moyennant la mise en œuvre des impositions qui pourraient être émises par le service incendie.

Article 2 : copie du présent rapport, accompagné du dossier, sera transmis, pour suites voulues à Monsieur le Fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine et au Fonctionnaire Technique de la Direction Générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement à Charleroi. » ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – DÉPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU – DIRECTION DES EAUX DE SURFACE ET DES EAUX SOUTERRAINES – ANTENNE DE NAMUR, envoyé le **02 octobre 2008**, rédigé comme suit :

« En réponse à votre demande du 03/09/2008, relative à l'objet susmentionné, conformément à la note de procédure d'octroi des permis d'environnement, datée du 29 août 2008, et relative à la remise d'avis de première instance en matière d'eau, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint l'avis de la Division de l'Eau relatif aux eaux de surface. L'avis des Eaux souterraines n'est pas requis dans le cadre de l'instruction du dossier.

Avis : Avis favorable assorti de conditions

Vu le décret relatif au permis d'environnement du 11 mars 1999 ;

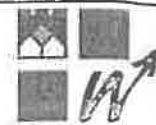
Vu le code de l'eau ;

Vu l'arrêté royal du 03 août 1976, modifié par l'arrêté royal du 02 juillet 1985, portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999, relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides ;

Vu la demande d'avis, adressée par la Division de la Prévention et des Autorisations, Direction de Charleroi, relative à la demande de Permis unique introduite par la S.A. Brussels South Charleroi Airport, rue des Frères Wright, 8 à 6041 Charleroi, pour construire une station-service comprenant un dépôt de 100.000 litres de carburants en deux réservoirs enfuis, un car-wash tunnel, deux aspirateurs, un compresseur d'air, un shop avec croissanterie et des locaux techniques annexes ; référence D3400/52021/RGPED/2008/11/DV-PU, reçue le 03 septembre 2008 ;



Vu les renseignements fournis par le demandeur ;

Considérant que la demande de permis unique porte notamment sur l'autorisation de déverser des eaux usées en provenance dudit établissement ;

Considérant que les eaux déversées sont des eaux usées domestiques, industrielles et pluviales dans le réseau d'égouttage unitaire ;

Considérant que l'établissement est situé en zone d'assainissement collectif au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre, agglomération de Fleurus code de la step. 52055/05 (station d'épuration de Viesville-Canal : 46.000 E.H.) ;

Considérant l'avis favorable, assorti de conditions, remis par l'intercommunale IGRETEC, en date du mois de juillet 2008 ;

Considérant que la Gestion des Eaux de surfaces est l'instance compétente, consultée en matière de conditions d'exploitation liées aux rejets d'eaux usées ;

REMET L'AVIS FAVORABLE ASSORTI DES CONDITIONS SUIVANTES :

I. CONDITIONS DE DEVERSEMENT

§1^{er}. Convention d'écriture

Les conditions générales, sectorielles et particulières de déversement sont mentionnées respectivement par les lettres G, S et P entre parenthèses .

§2. Les conditions relatives au déversement des eaux usées industrielles rejetées par le déversement n°1 dans les égouts publics sont les suivantes :

- 1° le volume journalier des eaux déversées ne peut dépasser 1 mètre- cube par jour par temps sec (P) ;
- 2° la température des eaux déversées ne peut excéder 45°C (S) ;
- 3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut excéder 1000 milligrammes par litre (S) ;
- 4° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz ; en outre les eaux déversées ne peuvent dégager des émanations qui dégradent le milieu (S) ;
- 5° les eaux déversées ne peuvent contenir ni fibres textiles, ni emballages en matière plastique, ni déchets ménagers solides, organiques ou non (G) ;
- 6° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles minérales, des produits inflammables et des solvants volatils (G) ;
- 7° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de rendre les eaux d'égout toxiques ou dangereuses (G) ;

- 8° les matières en suspension rejetées ne peuvent, de par leur structure, nuire au fonctionnement des stations de relèvement et d'épuration (G) ;
- 9° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations d'épuration, une détérioration ou une obstruction des canalisations, une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration, une pollution grave de l'eau de surface réceptrice dans laquelle l'égout public se déverse (G) ;
- 10° le pH des eaux déversées ne peut être inférieur à 6 (S) ;
- 11° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9,5 (S) ;
- 12° la teneur en détergents totaux des eaux déversées ne peut excéder 15 milligrammes par litre (P) ;
- 13° la teneur en matières sédimentables (au cours d'une décantation statique de 2 heures) des eaux déversées ne peut excéder 200 millilitres par litre (S) ;
- 14° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses (S) ;
- 15° la teneur en hydrocarbures apolaires des eaux déversées ne peut excéder 5 milligrammes par litre (S) ;
- 16° la teneur en hydrocarbures aromatiques monocycliques des eaux déversées ne peut excéder 100 microgrammes par litre en BTEX (S) ;
- 17° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque (S) .
- 18° la dimension des matières en suspension des eaux déversées ne peut excéder 10 millimètres (G) .
- §3. Les conditions relatives au déversement des eaux usées domestiques et pluviales rejetées par le déversement n°1'' dans les égouts publics sont les suivantes :
 - 1° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut excéder 500 milligrammes par litre (G) ;
 - 2° les eaux déversées ne peuvent contenir ni fibres textiles, ni emballages en matière plastique, ni déchets ménagers solides, organiques ou non (G) ;
 - 3° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles minérales, de produits inflammables et des solvants volatils (G) ;

- 4° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de rendre les eaux d'égout toxiques ou dangereuses (G) .

II. CONDITIONS DE CONTROLE

§1^{er} . Localisation des déversements

Les déversements autorisés sont localisés sur le plan annexé à la demande .

Ils sont localisés au droit des parcelles cadastrales section B n° 66 H partie et 62 A partie sur la commune de Fleurus et sur la section A n° 61 B partie sur la commune de Charleroi

§2 Les conditions relatives au contrôle du déversement n°1' sont les suivantes :

- 1° les eaux usées industrielles doivent être évacuées par une conduite unique, à l'exclusion de tout autre type d'eau ;
- 2° les eaux déversées doivent être évacuées en passant par un dispositif de contrôle qui doit répondre aux exigences suivantes :
 - > permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées ;
 - > permettre, à la demande ou à l'initiative de l'administration ou de l'organisme d'épuration territorialement compétent, le prélèvement d'échantillons proportionnels au débit mesuré des eaux déversées et de la conservation de ceux-ci ;
 - > être facilement accessible sans formalité préalable ;
 - > être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux déversées.

§3. Les conditions relatives au contrôle du déversement n°1'' sont les suivantes :

- 1° les eaux usées domestiques et pluviales doivent être évacuées par une conduite unique, à l'exclusion de tout autre type d'eau ;
- 2° les eaux déversées doivent être évacuées en passant par un dispositif de contrôle qui doit répondre aux exigences suivantes :
 - > permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées ;
 - > permettre, à la demande ou à l'initiative de l'administration ou de l'organisme d'épuration territorialement compétent, le prélèvement d'échantillons proportionnels au débit mesuré des eaux déversées et de la conservation de ceux-ci ;
 - > être facilement accessible sans formalité préalable ;
- > être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux déversées.

§4. Méthodes d'analyse

Les méthodes d'analyse pour le contrôle de la conformité de la qualité physique, chimique et biologique des eaux déversées aux conditions émises dans le présent permis sont celles actuellement utilisées par l'Institut Scientifique de Service Public, rue du Chéra, 200, 4020 LIEGE.

Des méthodes d'analyse alternatives ayant le même degré de précision, d'exactitude et une sensibilité au moins aussi grande peuvent cependant être proposées par le titulaire du permis .

II. DELAIS POUR LE RESPECT DES CONDITIONS

Les conditions relatives à la qualité et au contrôle des eaux rejetées doivent être respectées dès la notification du permis .

III. DISPOSITIONS DIVERSES - ABROGATOIRES OU TRANSITOIRES

Toute décision administrative ou tout arrêté d'autorisation de déversement pris en application de la législation sur la protection des eaux de surface contre la pollution et antérieur au présent permis est abrogé. » ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - DÉPARTEMENT DU SOL ET DES DÉCHETS - OFFICE WALLON DES DÉCHETS, envoyé le **17 septembre 2008**, rédigé comme suit :

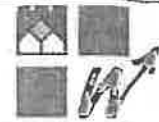
« Je n'émetts aucune opposition au projet transmis à mes services.

Sans préjudice des impositions que votre service jugerait utile de proposer en vue de limiter les dangers, nuisances et inconvénients qui relèvent de sa compétence, mes services démettent un avis favorable sous réserve de l'application à l'établissement, des conditions intégrales pour l'entretien et la réparation de véhicules, des conditions intégrales relatives aux installations de stockage temporaire de déchets dangereux et d'huiles usagées ainsi que des conditions particulières jointes en annexe.

Par ailleurs, en ce qui concerne la station service, elle est soumise aux prescriptions reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 mars 1999 modifiant le titre III du RGPT en insérant des dispositions applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service et ses arrêtés modificatifs (AGW 30/11/2000, AGW 17/07/2003 et AGW 20/01/2005). Il faut toutefois souligner que depuis septembre 2003, les normes belges NBN I.03.001 et I.03.004 ont été remplacées par la normes européennes EN 12.285-1 en ce qui concerne la construction des réservoirs cylindriques horizontaux à simple ou double paroi pour le stockage enterré de liquides inflammables et non-inflammables polluant l'eau. Les nouveaux réservoirs doivent donc respecter cette norme européenne et non les normes NBN telles que mentionnées dans l'AGW du 04 mars 1999.

Enfin, je vous saurais gré de bien vouloir insérer dans les clauses générales de vos projets d'arrêté concernant ce type d'installation, une clause d'expédition de l'arrêt à mon attention. » ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;



Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale de FLEURUS le **10 juillet 2008**, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du **14 juillet 2008** et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du **15 juillet 2008** ;

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué par courrier commun du **04 août 2008** ; que les documents manquants ont été envoyés par le demandeur à la commune en date du **12 août 2008** ; que ces documents ont été transmis au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué en date du **13 août 2008** et reçus par ces fonctionnaires en date du **14 août 2008** ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du **03 septembre 2008** par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant que l'article 127, § 1er, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine est d'application ; que, en conséquence, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué sont l'autorité compétente pour connaître de la présente demande de permis unique ;

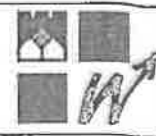
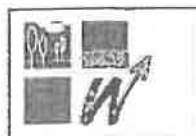
Considérant que, en application de l'article 92, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée à l'exploitant par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du **01 décembre 2008** ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à pouvoir construire et exploiter, dans la zone d'accès à l'aéroport de CHARLEROI, une station-service avec shop et comprenant également un car-wash tunnel ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 40.30.02.01, Classe 3 :

Installation de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique (à compression de vapeur, à absorption ou à adsorption) ou par tout procédé résultant d'une évolution de la technique en la matière dont la puissance frigorifique nominale utile [la puissance frigorifique nominale utile exprimée en kW est la puissance frigorifique maximale fixée et garantie par le constructeur comme pouvant être fournie en marche continue tout en respectant les rendements utiles annoncés par le constructeur] est supérieure ou égale à 12 kW et inférieure à 300 kW ou contenant plus de 3 kg d'agent réfrigérant fluoré ;



N° 50.20.03, Classe 2 :

Car-wash (lave-auto tunnel, lave-auto portique et car-wash à zone de lavage unique ou multiple équipé de nettoyeur à haute pression) ;

N° 50.50.03, Classe 2 :

Station-service non visée par les rubriques 50.50.01 et 50.50.02, destinée à l'alimentation en hydrocarbures liquides, à l'exception du GPL, des réservoirs des véhicules à moteur et, le cas échéant, des réservoirs mobiles tels que bidons, jerrican

Considérant que la demande de permis constitue la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ; que cette notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant les incidences probables directes et indirectes du projet notamment sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement, que la population intéressée a pu dès lors recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et de la complétude du dossier, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre Ier du Code de l'Environnement ;

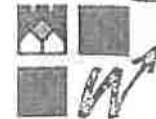
Considérant qu'à l'issue de cet examen, il y avait lieu de conclure que le projet n'est pas de nature à avoir des incidences notables sur l'environnement telles qu'il requerrait la nécessité de prescrire une étude d'incidences ;

Attendu que, selon le plan de secteur de Charleroi, adopté par arrêté royal du 10 septembre 1979, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel ;

Considérant que la zone concernée a été mise en oeuvre vu le schéma directeur la couvrant entièrement et adopté en date du 17.11.1987 ;

Considérant que le projet concerne des actes et travaux situés dans un zoning d'activité économique situé dans " un périmètre de reconnaissance " fixé par le décret du 11/03/2004 ou de la loi du 30/12/1970 sur l'expansion économique ; que par conséquent, la demande est relative à des actes et travaux visés à l'article 127, § 1^{er}, 6°, du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (schéma-directeur dit " de l'aéropôle ", adopté le 17/11/1987 & périmètre de reconnaissance économique daté du 05/09/1991) ;

Considérant l'avis favorable conditionné aux prescriptions du service incendie, rendu par le Collège communal de Fleurus en séance du 08/10/2008 ;



Considérant la configuration des lieux et le contexte bâti tel qu'il peut être perçu au vu du reportage photographique et révélant un contexte constitué de constructions de type industriel bordant l'aéroport ; que le projet est prévu selon une volumétrie et des matériaux conformes à leur usage et qu'il s'intègre au contexte bâti existant ;

Considérant que, compte tenu des circonstances architecturales et urbanistiques locales, le projet ne compromet pas la destination générale de la zone ni son caractère architectural, pour autant qu'il réponde à certaines conditions ;

Considérant que la station-service pour laquelle la s.a.BSCA est la demanderesse devrait être construite et exploitée selon les standards techniques et commerciaux des stations de l'enseigneQ8 ;

Considérant que les installations techniques présentées dans le dossier sont conformes aux exigences prescrites par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service ;

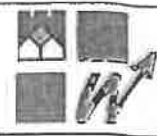
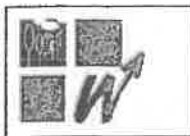
Considérant que le rapport d'avis de l'organisme d'assainissement joint à la demande conclut à un avis favorable sous conditions pour le rejet des eaux pluviales et usées domestiques, que, toutefois, l'avis favorable sous conditions concernant les eaux usées industrielles (eaux de ruissellement potentiellement entrées en contact avec les carburants provenant des pistes étanches non abritées et eaux de lavage provenant du car-wash) est émis à titre précaire en raison de la position de la Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE) qui considère que la prise en charge des eaux usées industrielles dans des stations d'épuration publiques spécifiquement dédiées au traitement des eaux usées urbaines ne peut être admis que de manière provisoire ;

Considérant que le projet est situé en zone d'assainissement collectif au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre, agglomération de Fleurus ; le réseau d'égouttage en voirie est unitaire ; que tous les types d'eaux y sont repris en mélange et que les eaux collectées seront dirigées et traitées dans la future station d'épuration de Viesville Canal (46.000 Equivalent-Habitants) ;

Considérant que le débit d'eaux industrielles est évalué à 830 litres/jour ; que ces eaux, avant rejet, sont collectées et traitées séparément en fonction de leur provenance (soit la piste étanche de ravitaillement en carburants, soit le car-wash) ; qu'elles passent par un débourbeur et ensuite dans un séparateur d'hydrocarbures avec filtres à coalescence, alarme de niveau d'huile et système de fermeture asservi ; qu'un échantillonneur est installé en sortie ;

Considérant que les dispositifs précités répondent aux performances demandées par l'organisme d'épuration et sont conformes en termes de qualité aux conditions proposées pour ce type d'eaux usées ; que dès lors, la station d'épuration de Viesville canal ne devrait recevoir que des eaux industrielles traitées ;

Considérant qu'une partie des eaux de toiture n'est pas rejetée dans le réseau public ; que celle-ci sont collectées dans un bassin de récupération de 10.000 litres pour être utilisées dans la station de lavage des véhicules ;



Considérant que cette récupération des eaux de pluie répond à un objectif de réduction des consommations d'eau de distribution et permet de diminuer les volumes envoyés directement dans le réseau d'égouttage ce qui est peu favorable au bon fonctionnement d'une station d'épuration ;

Considérant que les installations seraient équipées des dispositifs de récupération des Composés Organiques Volatils (stage 1 & 2 / récupération au niveau du camion-citerne et au niveau des pistolets de distribution) ;

Considérant, selon le dossier, que l'établissement pourrait accueillir 500 véhicules / jour ; que toutefois, l'emplacement choisi à proximité du rond-point donnant accès au terminal nord de l'aéroport de CHARLEROI est desservi par une voirie de gabarit suffisant que pour absorber un trafic routier journalier bien plus important ;

Considérant qu'il n'y a pas de lien technique entre la station-service en projet et l'aéroport de CHARLEROI, que le demandeur est identique dans les deux cas parce que locataire des terrains concernés par les deux établissements, qu'en conséquence, le projet ne peut être considéré comme une extension de l'aéroport et que les termes des permis respectifs ne doivent pas être alignés ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour d'une part, garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur et d'autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ;

Considérant qu'il s'indique de donner une date certaine à la date d'échéance du présent permis ; que celle-ci peut être déterminée en ajoutant le terme de 20 ans du présent permis à la date du **03 septembre 2008**, date à laquelle la présente demande a été déclarée complète et recevable



ARRETEMENT

Article 1^{er} . La S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT - AEROPORT DE CHARLEROI (BSCA) – rue des Frères Wright n° 8 à 6041 GOSSELIES/CHARLEROI - est **autorisée** à construire et à exploiter, dans la zone d'accès à l'aéroport de CHARLEROI, une station-service comprenant un dépôt de 100.000 litres de carburants en deux réservoirs enfouis, un car-wash tunnel, deux aspirateurs, un compresseur d'air, un shop avec croissanterie et des locaux techniques annexes, dans un établissement situé entre les rues des Sablières et d'Heppignies – de Ransart s/n à 6220 FLEURUS, conformément au plan joint au présent permis et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

Article 2. L'établissement comporte les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

Bâtiments :

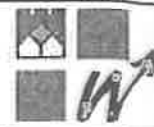
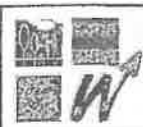
- B1 : shop ;
B2 : carwash ;
B3 : local des déchets ;

Installations :

- I1 : distributeurs multiproduits avec 3 produits : 9 kW ;
I2 : séparateur d'hydrocarbures station-service, : 3 l/sec ;
I3 : séparateur d'hydrocarbures car-wash : 10 l/sec ;
I4 : remplissage des citernes ;
I5 : compresseur d'air, 6 l : 1,1 kW ;
I6 : air conditionné, réfrigérateurs et congélateurs : 41 kW ;
I7 : lave-auto tunnel : 22 kW ;
I8 : aspirateur : 2,2 kW ;

Dépôts :

- D1 : essence (réservoirs enfouis à double paroi) : 50.000 l ;
D2 : diesel (réservoirs enfouis à double paroi) : 50.000 l ;
D3 : antigel, lubrifiant, liquide essuie-glace, : 4.000 l ;



Liquide de refoirdissement

D4 : détergents et cire car-wash : 1.000 l.

Article 3. Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 21 septembre 2002 ; Erratum : *Moniteur belge* du 1^{er} octobre 2002).
- Les prescriptions non abrogées du Règlement Général pour la Protection du Travail, notamment celles des Titre II et Titre III.
- Les dispositions du Règlement Général sur les Installations Electriques rendu obligatoire dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981.
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 déterminant les conditions intégrales et sectorielles relatives aux installations fixes de production de froid ou de chaleur mettant en œuvre un cycle frigorifique (*Moniteur belge* du 28 septembre 2007).
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 1996 portant modification du Règlement général pour la protection du travail, en ce qui concerne les dépôts de liquides inflammables, visant à limiter les émissions de composés organiques volatils lors du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service (*Moniteur belge* du 27 juin 1996).
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juillet 1997 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables, visant à autoriser le contrôle d'étanchéité par ultrasons (*Moniteur belge* du 12 août 1997).
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service (*Moniteur belge* du 11 juin 1999).
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 modifiant le titre III du règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-service (*Moniteur belge* du 17 janvier 2001).
- Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne l'implantation et l'exploitation des stations-service (*Moniteur belge* du 10 septembre 2003).

Article 4. Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

I. CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU DÉVERSEMENT ET AU
CONTRÔLE DES EAUX USÉES

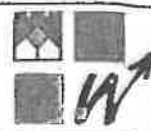
I. CONDITIONS DE DEVERSEMENT

§1^{er}. Convention d'écriture

Les conditions générales, sectorielles et particulières de déversement sont mentionnées respectivement par les lettres G, S et P entre parenthèses :

§2. Les conditions relatives au déversement des eaux usées industrielles rejetées par le déversement n°1^{er} dans les égouts publics sont les suivantes :

- 1° le volume journalier des eaux déversées ne peut dépasser 1 mètre- cube par jour par temps sec (P) ;
- 2° la température des eaux déversées ne peut excéder 45°C (S) ;
- 3° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut excéder 1000 milligrammes par litre (S) ;
- 4° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz ; en outre les eaux déversées ne peuvent dégager des émanations qui dégradent le milieu (S) ;
- 5° les eaux déversées ne peuvent contenir ni fibres textiles, ni emballages en matière plastique, ni déchets ménagers solides, organiques ou non (G) ;
- 6° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles minérales, des produits inflammables et des solvants volatils (G) ;
- 7° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de rendre les eaux d'égout toxiques ou dangereuses (G) ;
- 8° les matières en suspension rejetées ne peuvent, de par leur structure, nuire au fonctionnement des stations de relèvement et d'épuration (G) ;
- 9° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations d'épuration, une détérioration ou une obstruction des canalisations, une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration, une pollution grave de l'eau de surface réceptrice dans laquelle l'égout public se déverse (G) ;
- 10° le pH des eaux déversées ne peut être inférieur à 6 (S) ;
- 11° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9,5 (S) ;



- 12° la teneur en détergents totaux des eaux déversées ne peut excéder 15 milligrammes par litre (P) ;
 - 13° la teneur en matières sédimentables (au cours d'une décantation statique de 2 heures) des eaux déversées ne peut excéder 200 millilitres par litre (S) ;
 - 14° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses (S) ;
 - 15° la teneur en hydrocarbures apolaires des eaux déversées ne peut excéder 5 milligrammes par litre (S) ;
 - 16° la teneur en hydrocarbures aromatiques monocycliques des eaux déversées ne peut excéder 100 microgrammes par litre en BTEX (S) ;
 - 17° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque (S) .
 - 18° la dimension des matières en suspension des eaux déversées ne peut excéder 10 millimètres (G) .
- §3. Les conditions relatives au déversement des eaux usées domestiques et pluviales rejetées par le déversement n°1'' dans les égouts publics sont les suivantes :
- 1° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut excéder 500 milligrammes par litre (G) ;
 - 2° les eaux déversées ne peuvent contenir ni fibres textiles, ni emballages en matière plastique, ni déchets ménagers solides, organiques ou non (G) ;
 - 3° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles minérales, de produits inflammables et des solvants volatils (G) ;
 - 4° les eaux déversées ne peuvent contenir des substances susceptibles de rendre les eaux d'égout toxiques ou dangereuses (G) .

II. CONDITIONS DE CONTROLE

§1^{er}. Localisation des déversements

Les déversements autorisés sont localisés sur le plan annexé à la demande .

Ils sont localisés au droit des parcelles cadastrales section B n° 66 H partie et 62 A partie sur la commune de Fleurus et sur la section A n° 61 B partie sur la commune de Charleroi .

§2 Les conditions relatives au contrôle du déversement n°1' sont les suivantes :



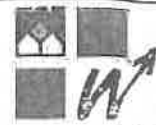
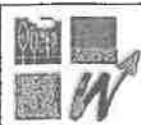
- 1° les eaux usées industrielles doivent être évacuées par une conduite unique, à l'exclusion de tout autre type d'eau ;
 - 2° les eaux déversées doivent être évacuées en passant par un dispositif de contrôle qui doit répondre aux exigences suivantes :
 - permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées ;
 - permettre, à la demande ou à l'initiative de l'administration ou de l'organisme d'épuration territorialement compétent, le prélèvement d'échantillons proportionnels au débit mesuré des eaux déversées et de la conservation de ceux-ci ;
 - être facilement accessible sans formalité préalable ;
 - être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux déversées.
- §3. Les conditions relatives au contrôle du déversement n°1'' sont les suivantes :
- 1° les eaux usées domestiques et pluviales doivent être évacuées par une conduite unique, à l'exclusion de tout autre type d'eau ;
 - 2° les eaux déversées doivent être évacuées en passant par un dispositif de contrôle qui doit répondre aux exigences suivantes :
 - permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées ;
 - permettre, à la demande ou à l'initiative de l'administration ou de l'organisme d'épuration territorialement compétent, le prélèvement d'échantillons proportionnels au débit mesuré des eaux déversées et de la conservation de ceux-ci ;
 - être facilement accessible sans formalité préalable ;
- être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux déversées.

§4. Méthodes d'analyse

Les méthodes d'analyse pour le contrôle de la conformité de la qualité physique, chimique et biologique des eaux déversées aux conditions émises dans le présent permis sont celles actuellement utilisées par l'Institut Scientifique de Service Public, rue du Chéra, 200, 4020 LIEGE.

Des méthodes d'analyse alternatives ayant le même degré de précision, d'exactitude et une sensibilité au moins aussi grande peuvent cependant être proposées par le titulaire du permis .

II. CONDITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES DÉCHETS



I. DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A LA GESTION DES DECHETS

Article 1^{er} Il est interdit d'abandonner les déchets ou de les manipuler au mépris des dispositions légales et réglementaires.

Article 2. :L'exploitant est tenu d'assurer ou de faire assurer la gestion des déchets dans des conditions propres à limiter les effets négatifs sur les eaux, l'air, le sol, la flore, la faune, à éviter les inconvénients par le bruit et les odeurs et d'une façon générale sans porter atteinte ni à l'environnement ni à la santé de l'homme.

Les aires de stockage des déchets, autres qu'inertes, sont pourvues d'un revêtement solide et étanche construit en matériaux incombustibles. Ces aires sont conçues et exploitées de manière à éviter le rejet de toute substance polluante dans les eaux tant de surface que souterraine.

Article 3. :L'exploitant prend les mesures requises par les circonstances pour, autant que possible, prévenir l'apparition de déchets ou réduire ou éliminer les dangers que font peser les déchets sur la santé de l'homme et sur l'environnement.

Article 4. :La gestion des déchets est effectuée prioritairement par la voie de la valorisation et, à défaut, par la voie de l'élimination.

Article 5. :L'exploitant est tenu d'adapter les modes de production et/ou de conditionnement des déchets afin de réaliser une gestion conforme au prescrit des articles 2 à 5.

Article 6. :L'évacuation des déchets entreposés dans l'installation est réalisée en stricte conformité avec toutes les dispositions en la matière.

A cet effet, l'exploitant est tenu de s'assurer que les établissements auxquels il confie des déchets (centres d'enfouissement technique, installations de valorisation, d'élimination, etc ...) disposent de toutes les autorisations réglementaires leur permettant d'accueillir les déchets considérés.

Tous les contrats ou accords écrits éventuels, passés entre l'exploitant et des firmes ou organismes chargés de leur évacuation, de leur traitement et/ou de leur élimination mentionnent explicitement leurs destinations finales.

Ces mentions comportent obligatoirement :

- les coordonnées complètes des établissements auxquels ils sont confiés;
- toutes les informations utiles attestant que ces établissements répondent strictement aux dispositions de l'alinéa 2 du présent paragraphe.

Des copies de ces contrats et accords écrits ainsi que de tous leurs avenants éventuels sont conservés à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Article 7. :§1^{er}. Sans préjudice des dispositions ou prescriptions réglementaires en la matière, l'exploitant tient un registre des sorties des déchets en ce compris les déchets destinés au recyclage, où sont consignées, au jour le jour, les informations suivantes :



- la date de chaque enlèvement;
- la nature, le code et le processus générateur des déchets;
- le poids des déchets;
- les coordonnées du collecteur des déchets;
- les coordonnées de la firme de transport;
- les coordonnées du destinataire;
- les méthodes de valorisation ou, à défaut, d'élimination.

- §2. Audit registre, sont annexés tous les documents : bordereaux de versage dans un centre d'enfouissement technique, certificats de réception, d'élimination, de valorisation, etc ... permettant de s'assurer que les dispositions de l'article 1^{er} sont strictement observées.
- §3. Le registre des entrées et des sorties et ses annexes éventuelles sont conservés au siège de l'exploitation et tenus à la dispositions du fonctionnaire chargé de la surveillance.
- §4. Les déchets évacués de l'installation sont identifiés par référence aux rubriques et aux codes du catalogue des déchets établi en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997, tel que modifié. Si le code se présente sous la forme XX.XX.99, déchets non spécifiés ailleurs, l'exploitant est tenu d'en préciser l'intitulé.

Article 8. :L'exploitant veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté des aires de stockage des déchets au sein de l'installation.

Le nettoyage des abords de l'installation, qui seraient accidentellement souillés par des déchets vagabonds du fait de l'activité, incombe à l'exploitant.

Article 9. :Il est interdit de mettre le feu à des déchets sur le site.

Article 10. :Les activités en matière de gestion de déchets sont placées sous l'autorité d'une personne responsable, expressément désignée par l'exploitant.

Ce dernier est tenu de communiquer par écrit, au fonctionnaire chargé de la surveillance, l'identité de ce responsable.

La personne responsable détermine notamment les conditions particulières de sécurité à prendre tant en matière d'environnement que de la santé humaine pour le stockage, la manutention des déchets présents sur le site. Elle s'assure que les mesures de sécurité sont respectées. Tout incident survenant dans l'exploitation et lié au stockage, à la manutention des déchets présents est immédiatement porté à sa connaissance.

II. DISPOSITIONS RELATIVES À LA GESTION DES DÉCHETS DANGEREUX

Article 11. : Les déchets dangereux provenant de l'exploitation de l'installation sont tenus séparés d'autres déchets. Le mélange de déchets dangereux avec d'autres déchets dangereux ou avec d'autres déchets, substances ou matières est interdit.

Article 12. : Il est interdit de se débarrasser des déchets dangereux, si ce n'est :

- 1° soit, en les confiant à un tiers bénéficiant de l'agrément requis pour assurer la collecte ou à un tiers autorisé pour effectuer le regroupement, le prétraitement, l'élimination ou la valorisation des déchets dangereux;
- 2° soit, en les confiant à une installation située en dehors du territoire de la Région wallonne, après s'être assuré que cette installation satisfait aux conditions que lui impose la législation ou la valorisation de ces déchets.

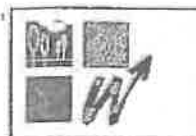
Article 13. : §1^{er}. L'exploitant est tenu de déclarer à l'Office wallon des déchets les quantités de déchets dangereux qu'il a produits. Il transmet à cet effet les informations qui figurent dans le registre visé à l'article 7.

- §2. La déclaration s'effectue selon les modalités fixées par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 09 avril 1992 relatif aux déchets dangereux.
- §3. L'exploitant consulte l'Office wallon des déchets pour définir le modèle du formulaire de déclaration.
- §4. Toute modification de la nature ou de la composition des déchets déclarés doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration auprès de l'Office wallon des déchets.

III. DISPOSITIONS RELATIVES À LA GESTION DES HUILES USAGÉES

Article 14. : Il est interdit :

- 1° de déposer ou de laisser couler des huiles usagées, en quelque lieu que ce soit où elles peuvent polluer l'environnement, notamment dans ou sur le sol, dans les eaux de surface ou les eaux souterraines, dans les égouts, les canalisation ou les collecteurs;
- 2° de brûler des huiles usagées;
- 3° d'ajouter ou de mélanger à des huiles usagées de l'eau ou tout corps étranger, tel que solvants, produits de nettoyage, détergents, antigels, autres combustibles et autres matières avant ou pendant la collecte ou avant ou pendant le stockage;
- 4° lors du stockage et de la collecte, de mélanger les huiles usagées avec des PCB ou avec des déchets dangereux;
- 5° de mélanger volontairement des huiles synthétiques, animales ou végétales avec des huiles minérales;



- 6° de se débarrasser d'huiles usagées sauf à les remettre à des collecteurs agréés ou à des centres de regroupement, de prétraitement, d'élimination ou de valorisation autorisés.

Si l'huile usagée est remise à une personne établie dans une autre région ou un autre pays, le détenteur doit s'être assuré au préalable que cette personne est dûment autorisée à éliminer ou valoriser de l'huile usagée dans cette région ou dans ce pays.

Article 15. : Les dispositions de l'article 13 s'appliquent aux huiles usagées.

III. PROTECTION CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions préconisées par le Service d'incendie de la Ville de FLEURUS dans le rapport d'avis daté du 19 septembre 2008 et référencé : Heppignies/75 (annexe).

Ω

Article 5. Le présent permis est accordé pour un terme expirant le 03 septembre 2028 en ce qu'il tient lieu de permis d'environnement et pour une durée illimitée en ce qu'il tient lieu de permis d'urbanisme.

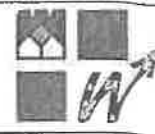
Article 6. Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Article 7. Le délai de mise en œuvre du présent arrêté est fixé à deux ans à partir du jour où le présent arrêté devient exécutoire.

Article 8. Le présent permis est frappé de caducité si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les deux ans de l'envoi du présent permis.

Article 9. L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, § 1^{er}, points 3, 4 et 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;



- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;
- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

Article 10. Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

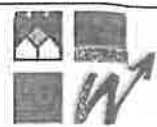
- 1° le déplacement de l'établissement ;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

Article 11. L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

Article 12. Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.



En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

Article 13. Un recours auprès du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Service public de Wallonie c/o Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

- 1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur ;
- 2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les autres personnes. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée. Il est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 du Département des Permis et Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

Article 14. Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis - conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 3, du livre 1er du code de l'environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

Article 15. La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :
 - au demandeur , la S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT, AEROPORT DE CHARLEROI - RUE DES FRERES WRIGHT n° 8 à 6041 GOSSELIES/CHARLEROI ;
 - au Collège communal de et à 6000 CHARLEROI ;
 - au Collège communal de et à 6220 FLEURUS ;
2. En copie libre et par pli ordinaire :
 - à la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement Département de l'Environnement et de l'Eau – Antenne de NAMUR, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;

- à la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département du Sol et des Déchets - OFFICE WALLON DES DÉCHETS, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 JAMBES ;
- à la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement DGRNE-Département de la Police et des Contrôles - Direction de Charleroi, Rue de l'Ecluse n° 22 à 6000 CHARLEROI ;

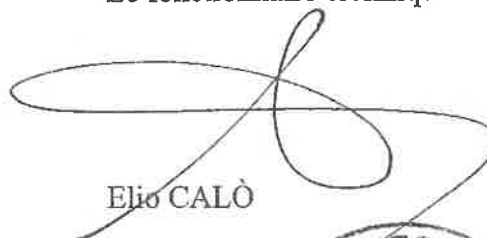
Article 16. La présente décision est enregistrée sous le numéro **7742** auprès de la Direction de Charleroi du Département des Permis et Autorisations.

Fait à Charleroi, le **11 DEC. 2008**

Le fonctionnaire délégué


Raphaël STOKIS

Le fonctionnaire technique


Elio CALÒ

COPIE CONFORME

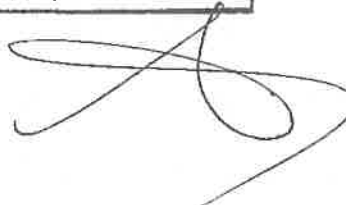


Liste des plans annexés :

0707-210 – feuille 1/6
0707-210 – feuille 2/6
0707-210 – feuille 3/6
0707-210 – feuille 4/6
0707-210 – feuille 5/6
0707-210 – feuille 6/6

Le fonctionnaire technique,

Ir. Elio CALO



PROVINCE DE
HAÏNAUT

Fleurus, le 19 septembre 2008

Arrondissement de
Charleroi

VILLE DE



FLEURUS

Château de la Paix
Chemin de Mons, 61

Concerne : construction d'une station-service Q8 et d'un
car-wash

La demande de : sa BSCA (Brussel South Charleroi Airport)
rue des Frères Wright 8
à 6041 Gosselies

Situation : rue de Ransart à 6220 Heppignies
Parcelle cadastrée B 66 H, 62 A et charleroi

Architecte : sprl Architect W Cassimani
Tulpenstraat 21
9620 Zottegem

Délégué du S.R.I. : Cpt Ing NINANE JP

SERVICE INCENDIE

Dossier : Heppignies/75

Objet : Demande de permis d'urbanisme – Construction d'une station service.

A) Constatations.

Il s'agit de l'implantation d'une station-service Q8 (KUWAIT) de distribution de carburant, d'un show-room avec petite restauration et d'un car-wash tunnel.

B) Avis du service régional d'incendie.

1) Accès :

Les accès seront conformes à l'A.R. du 19.12.97 modifiant l'A.R. du 07.07.94 « Normes de Base », M.B. du 30.12.97 :

- largeur min. = 4m,
- hauteur min. = 4m,
- R = 15 tonnes (10t + 5t, d = 4m),
- pente max. = 6%,
- 11m < Rayon < 15m.

2) Compartimentage du show room :

La surface de vente sera séparée des autres locaux par une paroi Rf 1 heure avec porte et autres baies Rf ½ heure ; une attention particulière sera apportée au passage des câbles et tuyauteries.

L'ensemble de la couverture des toitures doit satisfaire au projet de la norme CEN prEN 1187 – 1 ou présentera une réaction au feu de type A1.

Les faux-plafonds intérieurs sera au minimum stable au feu ½ heure.

Il y a lieu également de rendre incombustible et stable au feu ½ h les auvents extérieurs.

3) Mesures destinées à favoriser l'évacuation :

Un dispositif alerte-alarme doit être installé à l'intérieur des locaux et à l'extérieur des pompes.
Les boutons poussoirs d'alerte seront judicieusement répartis.
Ce dispositif sera alimenté en secours.
Ce dispositif sera complété dans le bâtiment par une installation automatique d'incendie généralisée agréée et reliée à une centrale de surveillance.

4) Eclairage de sécurité :

Un éclairage de sécurité par blocs autonomes sera installé de façon à baliser les dégagements, sorties et issues de secours.
Pour cet éclairage de sécurité, les normes NBN L13-005, NBN C71-100 et NBN C71-598-222 seront d'application.

5) Signalisation :

Des pictogrammes conformes à l'A.R. du 17 juin 97 sur la signalisation ou bien ISO 3864 seront judicieusement répartis pour indiquer les sorties et issues de secours.

6) Issues de secours :

Les issues de secours et leurs dégagements seront toujours libres lors de l'activité dans le bâtiment. Les portes s'ouvriront dans le sens de l'évacuation et celles qui sont verrouillées électriquement seront déverrouillées et ouvertes en cas d'alerte ou de rupture de tension.

7) Moyens d'extinction :

a) Pour le bâtiment :

b)

- Des extincteurs de 6kg seront accrochés au mur, à des endroits visibles (ou signalés) et facile d'accès, à raison de 1/compartiment.
- Un dévidoir à alimentation axiale conforme à la EN 671-1 sera installé de façon à pouvoir atteindre tous les points du plancher à l'aide du jet (5m).
Il doit se trouver dans le compartiment qu'il protège. Il sera équipé d'une prise "pompiers" DSP 45" avec vanne et bouchon.
L'alimentation en eau sera d'un diamètre au moins égal à 2 pouces.
La pression statique sera d'au moins 2,5 bar.

Le matériel de lutte contre l'incendie sera contrôlé une fois l'an par la firme qui l'a fourni.
La carte de contrôle restera attachée à l'appareil.

b) Pour la station service, les zones de parking et de déchargement des camions de livraison:

- Des extincteurs de 6kg + CO² seront accrochés au mur, à des endroits visibles (ou signalés) et facile d'accès.
- En sus, un extincteur à poudre de 40 kg ABC devra se situer à proximité des pompes.

16. Contrôles périodiques :

Le matériel de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les installations de gaz et les installations de chauffage doivent être contrôlés suivant les dispositions réglementaires en vigueur.

C) Conclusion.

Après réalisation des aménagements décrits dans le présent avis, la sécurité au point de vue incendie et/ou panique sera satisfaisante.

Actuellement les ressources en eau disponibles dans cette voirie sont inexistantes.

Le service régional d'incendie sera consulté pour une visite des lieux lors de la réception provisoire de la construction.

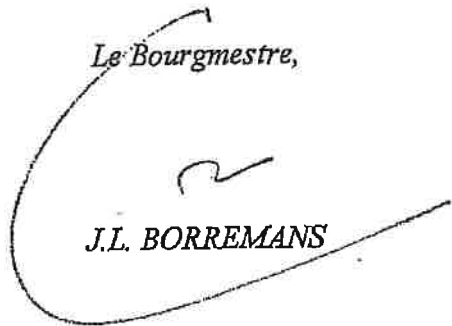
L'Officier-chef de service,



Cpt. ing. J-P. NINANE



Le Bourgmestre,



J.L. BORREMANS

